

Résolution sur l'ONUSIDA, le Fonds mondial et la langue française

Kinshasa (République démocratique du Congo), 5-8 juillet 2011

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réunie à Kinshasa (République démocratique du Congo) du 5 au 8 juillet 2011, sur proposition de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles,

CONFORMÉMENT aux résolutions adoptées par l'Assemblée plénière de l'APF en 2003, 2005, 2008 et 2010, et à la Déclaration de Strasbourg adoptée par le Bureau de l'APF en 2003, qui portent sur la nécessité d'utiliser le français dans les instances internationales

ATTENDU QUE le VIH/SIDA continue à frapper de manière forte plusieurs pays de la Francophonie, notamment dans la région subsaharienne où les taux de prévalence sont parmi les plus élevés au monde, et que face à cette situation, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est dotée d'un Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA afin de coordonner les efforts des parlementaires francophones contre cette pandémie,

RAPPELANT QUE la communauté internationale s'est engagée à atteindre dix objectifs du millénaire, dont celui portant sur le VIH/SIDA qui prévoit l'endigement et le recul de la pandémie ainsi que l'accès universel aux médicaments, et que de nouvelles cibles ont été définies lors de la rencontre de Haut niveau sur le VIH/SIDA tenue à New York, du 8 au 10 juin 2011,

CONSIDÈRE QUE pour atteindre ces résultats ambitieux et nécessaires, il est impératif que les documents clés scientifiques, de politiques et autres, publiés par les instances internationales, soient disponibles dans toutes les langues de travail de ces instances, conformément à leur règlement, notamment en français pour être compris par les autorités nationales de la Francophonie et mis en œuvre,

DÉPLORE QU'actuellement, les partenaires de l'APF dans la lutte contre le VIH, notamment l'ONUSIDA avec lequel l'APF a conclu, à la suite de l'OIF en 2010, un accord, et le Fonds mondial de lutte contre le VIH, à qui l'APF apporte son appui indéfectible dans ses efforts pour disposer de ressources financières suffisantes, fassent de l'anglais leur principale langue de travail et de communication, trop souvent au détriment des autres grandes langues mondiales, et privent ainsi les décideurs d'informations cruciales pour la riposte au VIH,

DEMANDE au Secrétaire général de la Francophonie d'intervenir auprès de ces deux instances, les invitant à consentir des efforts additionnels afin d'assurer la diffusion des documents clés relatifs à la riposte au VIH/SIDA dans toutes les langues de communication reconnues par l'Organisation des Nations unies, et ce en simultané avec la publication des documents en anglais, de même que de tous les discours prononcés par leurs dirigeants ainsi que les communiqués émis par leur organisation.